

Participations ordinaires et extraordinaires

Des appropriations différenciées d'une offre institutionnelle de participation municipale

Introduction

A quelles conditions et dans quelle mesure, une offre de participation peut-elle être convaincante ? Comment les réponses à une offre institutionnelle de participation traduisent-elles des appropriations différenciées par les participants ? Interroger les tenants et aboutissants d'une offre institutionnelle de participation publique amène à remonter aux raisons qui la fondent, à la fois pour ceux qui la font et pour ceux qui y vont. Il apparaît de manière éparse dans la littérature le terme de demande sociale de participation pour désigner et questionner l'idée d'une demande de la population à laquelle une offre de participation viendrait répondre, ou du moins dans laquelle des acteurs investis en tant qu'offres de participation trouveraient une justification. Dans le même temps, davantage qu'une demande sociale de participation que les différents dispositifs participatifs viseraient à absorber ou à canaliser, il ressort de l'observation l'hypothèse d'une demande sociale par la participation, où l'enjeu de la mobilisation de citoyens désintéressés devient crucial en tant que moyen d'asseoir la légitimité des processus participatifs. C'est même cette perspective de la participation publique comme politique de l'offre (Gourgues, 2012) qui rend possible la déconnexion entre offre et demande. L'enjeu de l'offre de participation n'est alors pas tant de répondre à une demande de démocratisation que de justifier son existence et sa pertinence. La demande serait alors constituée par l'offre en tant que telle, et ce qui serait alors à l'œuvre serait « la construction sociale de ce qui est donné à voir comme politique publique, susceptible faire figure de réponse à une demande » (Anquetin, Freyermuth, 2008 : 11).

Notre recherche s'appuie principalement à ce jour sur l'observation d'une offre publique de participation à l'échelle d'une municipalité de 17 000 habitants mise en œuvre depuis 2008¹. Notre démarche empirique vise à une meilleure compréhension des dispositifs participatifs dans leur environnement (Carrel, 2009) en interaction avec ce qui leur préexiste, à l'échelle du territoire et des trajectoires des individus. Il s'agit de confronter ce qui se présente comme une innovation participative et un ordinaire de l'engagement auquel elle s'arrime. Nous proposons ici de saisir, à partir des pratiques des acteurs et des dispositions qui s'actualisent dans ces pratiques, ce que recouvre l'échange entre offre et demande de participation, en se situant au niveau des appropriations par les participants.

Même réinterprétée à travers les enjeux académiques, politiques ou marchands liés aux dispositifs participatifs, la question de la demande de participation² reste une déclinaison d'un questionnement classique de la science politique : comment les personnes souhaitent-elles, ou sont-elles en mesure de souhaiter, participer à la vie démocratique ?

¹ Les données ont été recueillies via des entretiens de juin 2012 à novembre 2013 avec 2 élus, 1 fonctionnaire, 23 participants, des questionnaires fin 2012 (101 sur 283 envois), l'observation de dispositifs (forum, comité d'usagers) et la participation à un cycle de formation agents-élus sur la démocratie locale en juin 2012.

² La controverse autour de la demande de participation articule remise en cause au profit d'une démocratie « furtive » (Hibbing, Thiess-Morse, 2002, 2005), signe des manquements du gouvernement représentatif plus que d'une demande (Bowler et al, 2007) et volonté ne pouvant se concrétiser faute d'une offre exigeante et convaincante (Neblo et al, 2010). Voir : Gourgues, Rui, Topçu, 2013 : 14.

Interroger une offre de participation comme une opportunité saisie ou non par des citoyens, et qui ce faisant accèdent pour une part au statut de participants à des degrés divers et suivant des logiques différenciées, c'est avoir accès à une gamme contextualisée de réponses à cette question. Par l'analyse des appropriations différenciées, il s'agit de contextualiser les innovations participatives dans un ordinaire de l'engagement local, d'étudier la variété des publics et de leurs motivations (Mazeaud, Talpin, 2010) mais aussi leur potentielle préfiguration dans des systèmes d'interconnaissance et de reconnaissance préalables, pour également exposer en creux les logiques d'une participation sortant de l'ordinaire.

La démocratie locale : une gamme d'opportunités de participation au cœur du projet municipal

« De nombreux habitants nous ont dit leurs attentes, leurs besoins, leurs envies. Le dialogue a commencé et sera demain la base des relations que nous établirons avec vous (...) nous nous y engageons, [il] ne s'arrêtera pas au soir des élections » (*Profession de foi, 2008*)

« La démocratie locale est une volonté politique affichée, et répétée, du maire et de son équipe. (...) Le maire parlait même de « spécificité » : « Une ville, c'est d'abord des habitants. Depuis quatre ans, on conçoit toutes nos actions en les impliquant dans le processus » (...) D'autres communes de la Métropole s'inscrivent dans cette démarche, mais « la ville est un peu réputée comme un laboratoire d'expériences » (*Ouest-France, 2/11/12*)

Dans cette ville la présente équipe municipale a accédé au pouvoir en s'appuyant sur la rhétorique et la mise en œuvre de la participation citoyenne. Arrivée en poste suite à l'élection de 2008, affichant un positionnement à gauche sans affiliation directe avec un parti, cette liste est composée principalement de militants associatifs. Ce regroupement en dehors des partis politiques locaux a démarré à la fin des années 1990, avec la création d'une association « pour réfléchir ensemble à la manière dont les habitants pouvaient prendre la parole et s'organiser pour donner leur avis, [à un] moment où personne [ne] leur demandait. »³ Suite à une défaite au 1^{er} tour en 2001, face au maire se représentant pour un 3^{ème} mandat, une autre association, « Cap à gauche », est créée. Elle regroupe entre 60 et 80 personnes et sert de structure pour préparer la prochaine échéance électorale et la prise de rôle de ces futurs élus « pas habituels parce qu'ils viennent eux aussi du monde associatif, militants »⁴.

Ce temps de l'élection de 2008 est aujourd'hui repris comme un récit fondateur par les élus et les membres encore actifs de l'association. Il est évoqué positivement comme une période d'apprentissage et d'émulation collective. Si cette période a pu contribuer à lancer une dynamique, l'élection doit aussi beaucoup au jeu politique local, du fait de la division de la droite. Ce récit remplit ainsi d'autres fonctions que simplement expliquer la victoire. Il s'agit davantage d'une interprétation qui vient donner du sens, qu'une explication qui viendrait donner une logique. Cette campagne participative (questionnaire, réunions publiques, réunions chez l'habitant...) est venue figurer et préfigurer une équipe et une façon de faire, illustrée par la suite à travers les dispositifs participatifs.

Le participatif soluble dans le local

La participation des citoyens est décrite dans la communication de la municipalité comme relevant de la démocratie locale. Par ce choix lexical il s'agit d'abord d'opérer une distinction par rapport à démocratie participative, jugé galvaudé, car « mis un peu à toutes les sauces (...) après la période Ségolène » Mais surtout démocratie locale est compris comme un terme englobant : « l'ensemble des dispositifs pour que chacun trouve sa place. On la trouve par la participation mais aussi par d'autres modes, donc voilà on sur un concept peut-être un peu

³ Entretien, maire

⁴ Entretien, chargée de mission

plus général »⁵. Ici ce qui est à l'œuvre, c'est la conception d'une offre se voulant large et diversifiée, visant par-là à rencontrer une demande répondant aux mêmes qualificatifs.

Il y a dans cette conception un décalage conscient avec une littérature qui assimile la démocratie locale à la notion de démocratie de proximité (Lefebvre, 2004), alors qu'ici les dispositifs participatifs dans une forme de « fabrique de l'alternance » (Mazeaud, 2010) et « d'activisme symbolique » (Lefebvre, 2012) apparaissent dans leur intention comme une remise en cause de cette marque de l'ancienne figure mayorale, « qui était très abordable dans la rue, avait la mémoire des noms et était tout de suite à dire bonjour »⁶. Un « maire qui disait « moi je connais tous les habitants » [alors qu'eux] au contraire [ont] conscience d'une diversité de situations [et se posent] toujours la question, de voir qui sont les habitants, les citoyens et les électeurs. »⁷ Dans le contexte d'une ville en croissance démographique, et supposant que « *the bigger the commune is, the more it focuses on participatory democracy as a way of getting closer to the electors* » (Premat, 2009:12), il apparaît plus une prise en charge de la proximité par les dispositifs participatifs, qu'une remise en cause totale. La participation organisée semble ainsi un moyen d'assumer la proximité par un autre biais.

La démocratie locale inclut ainsi un au-delà des dispositifs participatifs, ces « autres modes » qui sont implicitement ce que nous qualifions par la suite de participation ordinaire. Comme le reflète le titre de l'agent, proximité, vie sociale, citoyenneté : « derrière lequel on met beaucoup de choses [...] : des démarches de démocratie locale et particulièrement au départ les conseils de quartier, idée en fait abandonnée (...) Et [une] autre dimension, un peu différente et qui en même temps contribue à faire participer les habitants à des instances plus formelles : l'animation de projets, d'évènements. »⁸ Eléments qui sont vus comme s'imbriquant, et permettant de viser au plus large en termes de mobilisation. C'est pour ces raisons de renouvellement et d'adaptabilité des occasions de participation que le choix a été fait de décliner l'offre sous l'angle thématique plutôt que de mettre en œuvre des instances territoriales pérennes de type conseils.

L'accent mis sur cette thématique est une marque de fabrique, qui renvoie à un enjeu de distinction par rapport à l'opposition. C'est dans cette perspective, que l'implantation de dispositifs participatifs, tant comme mode de gestion municipal que comme lien avec les habitants, rejoint l'idée d'une évolution de la démocratie de proximité, par la mise en avant d'un changement de méthode, mais aussi de style politique. Cette thématique est dès lors pour l'opposition un enjeu de critique ; critique autant substantielle que procédurale. La thématique de la (fausse) démocratie participative, de ses effets pervers, son inanité et ce qu'elle met en péril (Hirschman, 1991) est récurrente par tribunes interposées dans le bulletin municipal. Réurrence qui marque bien l'enjeu de distinction, positive ou négative, que recouvre cette notion. La démarche de participation citoyenne donne une assise aux élus d'une majorité en partie dans une phase d'apprentissage du champ politique local. Mais le choix de fonder ainsi le projet municipal est aussi une potentielle fragilité, vis-à-vis de l'opposition et d'une partie de la population, soit qui serait déçue du caractère uniquement consultatif, soit qui ne se retrouverait pas dans « toutes [leurs] discussions » qui ont fait « perdre du temps et l'argent »⁹. La gestion des contradictions par la participation rend possible une critique à double sens, elle peut dans le même temps n'être pas encore assez et être déjà de trop.

⁵ Entretien, maire

⁶ Entretien, habitante

⁷ Entretien, maire

⁸ Entretien, chargée de mission

⁹ Inquiétude de l' élu à la citoyenneté lorsque le DGS lui rapporte des actes de vandalisme commis sur un abri réalisé avec et pour des jeunes de la ville, et pas toujours bien accueilli par les riverains.

Une gamme d'opportunités de participation

Cette orientation du projet municipal s'est traduite dès le début du mandat par des dispositifs ponctuels et thématiques de participation, classés en cinq catégories : réunion publique, rendez-vous de proximité, comité consultatif, atelier thématique, comité d'usagers et par la tenue annuelle d'un forum. Le contrat de participation proposé par la mairie relève de « l'écoute sélective transparente » (Sintomer, Talpin, 2011). La notion de gamme incite à des appropriations différenciées, qui s'expliquent ainsi potentiellement par les caractéristiques sociologiques, dispositions et trajectoires des participants, mais aussi comme un effet du cadrage de l'offre.

La mise en offre de la participation est marquée par une forte réflexivité des élus quant au cadre méthodologique. En écho à cette préoccupation s'est développée une mise en récit de l'évolution des dispositifs participatifs. Le forum organisé en 2012 étant compris comme le « véritable tournant », la « charnière » entre l'expérimentation et la mise en cohérence. Les modalités de participation ont été mis en pratique dès 2009, mais formalisées en 2012 pour communiquer vers l'extérieur avec une brochure de « mode d'emploi » et s'organiser en interne avec un plan d'action annuel et des fiches de cadrage des dispositifs.

L'évolution de l'offre se reflète dans celle du « forum de la démocratie locale », devenu en 2012 « forum citoyen ». Ce dispositif événementiel, s'il a cette fonction de vitrine, a d'abord été pensé comme une réflexion autour de la mise en œuvre de la démocratie participative. Ainsi durant ces trois premières éditions de 2009 à 2011, le programme est centré sur un propos théorique et méthodologique (« impératif participatif et légitimité des élus », « comment prendre en compte la parole des habitants ? », « des outils pour agir ensemble ») pour ensuite s'orienter plus explicitement vers la mise en discussion de politiques sectorielles en 2012 et être renommé à ce moment « forum citoyen », avec propositions et vote des citoyens, puis retour détaillé de la municipalité. Il est annoncé le passage d'un ordre du jour procédural à substantiel : « le processus rentre dans une phase plus active (...) il n'est plus question seulement de principe et de méthodologie, mais d'avis et de propositions. »¹⁰

Les publics de l'offre de participation

Notre échantillon de 100 participants rappelle et confirme dans ces grandes composantes les constats sur la sélectivité sociale des dispositifs participatifs. Il est essentiellement masculin, et âgé de 40 à 60 ans. Les groupes d'âges particulièrement peu présents sont les moins de 30 ans et plus de 70 ans. Les femmes sont sous-représentées, seules les 41-50 ans sont présentes dans une proportion comparable aux hommes. Les cadres et professions intellectuelles supérieures et les retraités sont surreprésentés par rapport à leur poids dans la population (+20 ; +10). Ces deux groupes représentent 62% des répondants. Principalement, ce sont les catégories intermédiaires et sans activités professionnelles qui apparaissent occultées au regard de leur poids dans la population municipale. 7 répondants se disent ouvriers, mais affirment en même temps des particularismes (aujourd'hui retraités, délégué fédéral régional, au chômage, employé titulaire d'un bac technologique), qui soulignent la forte spécificité des membres des catégories populaires qui prennent part à la démocratie locale et qui constituent sous divers aspects une double exception, à la fois au sein de l'ensemble des participants et de leur catégorie professionnelle. Notre échantillon est essentiellement composé de personnes issues des classes moyennes et aisées. En prenant comme seuil de revenu mensuel net, moins de 1120 pour un foyer d'une personne, moins de 2240 pour un foyer de deux et moins de

¹⁰ Interview du délégué à la citoyenneté, *Ouest-France*, 30/10, 2/11/12

3000 pour un foyer de 3 et plus¹¹, 23% de notre échantillon s'apparente aux classes populaires ; 40% se situent sous un plafond de 3000€ sans tenir compte du nombre du foyer.

Enfin, les participants apparaissent comme fortement diplômés, par rapport à la population municipale. La catégorie des Bac+4/5 représente un quart de notre échantillon, et celle du premier cycle universitaire est surreprésentée à hauteur de +17%. Cette caractéristique d'un fort taux de diplôme des participants à la démocratie locale est d'autant plus visible si l'on adjoint le sexe et l'âge à l'analyse. L'échantillon majoritairement masculin et âgé, se féminise et rajeunit au fil du nombre d'années d'études à partir du bac.

Le forum 2012 et l'enjeu d'une meilleure inclusion

Considérant la présence à ce forum de 2012 et aux autres éditions, cinq groupes se dégagent parmi les répondants, pour interroger si le public du « forum citoyen » est tendanciellement différent du public du « forum de la démocratie locale ».

	<i>Groupes</i>	<i>Nb</i>	<i>Définition</i>
1	Non-participants	16	aucun forum.
2	Nouveaux venus	37	uniquement forum de 2012
3	Participants absents en 2012	21	1 ou 2 forums, en dehors de 2012
4	Participants réguliers présents en 2012	21	2 forums, dont 2012
5	Participants fidèles présents en 2012	12	3 ou 4 forums, dont 2012

En 2012, *Ouest-France* pointe que « la majorité des inscrits vient pour la première fois ». Cette affirmation relève de l'emphase journalistique, mais elle comprend néanmoins une part de véracité. En effet le groupe 2 tend à une plus grande inclusion des catégories les moins présentes dans l'ensemble. Les catégories professionnelles et les niveaux de diplôme surreprésentés se répartissent dans l'ensemble des groupes, le 2 y compris, et sont prépondérants parmi les participants « réguliers » et « fidèles ». Mais les catégories en sous-poids dans notre échantillon sont concentrées dans le groupe 2 : 5 ouvriers sur 7 ; 4 personnes sans activités sur 6 ; 8 BEP-CAP sur 13. Cette tendance se trouve confirmée en observant la répartition des niveaux de revenus mensuels des foyers entre ces cinq groupes : 4 sur 4 des revenus inférieurs à 1120€ et 9 sur 20 de la tranche 1120-2240€ se trouvent parmi les nouveaux venus. De plus le groupe 2 présente la deuxième plus élevée des mesures d'écart-types de revenu, signe d'une relative hétérogénéité.

Les faibles effectifs ne permettent pas de généraliser. Il apparaît néanmoins que le groupe 2 semble plus socialement inclusif que les autres. Pour le dire autrement : le peu de représentants des classes populaires que comporte notre échantillon ont tendanciellement acquis leur qualité de participants via leur présence au forum citoyen de 2012, plutôt qu'aux précédents ou en dehors de ces forums. Cet effet peut être attribué symboliquement au repositionnement du forum et à une certaine légitimité acquise par l'inscription dans le temps, et matériellement au recours à un institut local de sondage pour relancer par téléphone des tirés au sort, cette pratique se limitant auparavant à une invitation écrite, sans logique de quotas. Sur la centaine de participants, un quart sont venus suite à ce démarchage. Il y a ici un exemple d'inclusion réelle, mais qui par rapport à notre questionnement relève davantage d'un outillage de l'offre que de la prise en compte d'une demande. Indice qui invite à un approfondissement de la réflexion sur les effets de cadrage de l'offre sur la demande en matière de participation, rappelant pour une part que « la supposée demande sociale résulte d'un incessant travail de construction » (Anquetin, Freyermuth, 2008 : 13), mais que cette construction connaît des marges de manœuvre, en fonction de choix politiques et opérationnels dans la mise en place des dispositifs.

¹¹ Cf. Observatoire des inégalités

Représentations, dispositions et appropriations différenciées

L'étude des publics fait ressortir que la classification socio-économique ne suffit pas comme facteur explicatif de l'engagement dans les dispositifs participatifs, et ce semble-t-il même dans le cadre d'une étude quantitative plus large (Gourgues, Sainty, 2011). Elle mesure des tendances sans les expliquer. Un apport théorique complémentaire est mobilisable à travers le concept de capital social, tel que défini par Putnam (2000) qui met en avant un cercle vertueux où l'adhésion génère un accroissement de la confiance, qui à son tour favorise la participation. Si la notion a ses limites intrinsèques, du fait de son caractère tautologique, faisant souvent d'elle davantage une variable à expliquer qu'une variable explicative, la référence au capital social peut être utile pour expliquer l'entrée en participation, et son éventuel renouvellement à moyen et court terme, le fait de participer pouvant être en soi porteur de capital social. La question est alors de savoir si le capital va au capital, soulignant ici la reproduction de logiques préexistantes dans les dispositifs participatifs ou si l'entrée au capital peut sous certaines conditions être accessible à ceux qui en seraient initialement dépourvus ou si les deux phénomènes se côtoient ?

L'étude rejoint là des travaux considérant la participation publique sous l'angle d'une potentielle « école de la démocratie », générant des effets sur les trajectoires individuelles (Talpin, 2011a, b). Ici, nous entrevoyons que si les participants expriment des représentations communes, notamment autour de la politique et de la citoyenneté, ils le font en ayant des caractéristiques et des dispositions socialement situées qui impliquent des appropriations différenciées de l'offre de participation.

Redéfinitions du politique et normes de citoyenneté

Interrogés sur le sens de leur participation, les répondants s'accordent majoritairement sur des motivations relevant de l'intérêt pour un sujet, de la rencontre avec d'autres, de l'apprentissage personnel, davantage que de l'amélioration des politiques publiques. Parmi toutes les modalités proposées, une seule agrège un désaccord majoritaire : « faire de la politique ». Cette affirmation récurrente recouvre un enjeu de redéfinition de ce qui est entendu par politique, pour en mettre en avant une vision apaisante et non-conflictuelle (Blondiaux, 2008b), à travers deux types d'argumentations : la politique est discréditée en tant qu'enjeu éloigné pour valoriser l'espace local où elle devient « l'acte citoyen [par lequel] on se sent concerné, impliqué »¹², et en tant que lutte d'intérêts personnels et politiques pour alors valoriser des notions collectives de « vie de la cité [et] de rencontres des élus avec des citoyens. »¹³ Interrogés sur l'intérêt qu'ils déclarent porter à la politique, 40% se déclarent pas du tout (13%) ou pas vraiment (23%) intéressés et 58% disent qu'ils sont plutôt (40%) ou tout à fait (18%) intéressés. Les précisions apportées en réponses renvoient à la même argumentation : « en tous cas, pas au sens vouloir être élu. »¹⁴, « si politique est égale à l'avancée du bien commun »¹⁵, « la vie en société oui, les arrières pensées avec un côté partisan et prosélyte, non ! »¹⁶

Les participants à la démocratie locale mobilisent une vision normée de la citoyenneté ; *citizenship norms* « a shared set of expectations about the citizen's role in politics » (Dalton, 2008 : 78) qui prennent deux formes : *duty-based* et *engaged* (Dalton, 2007), la première renvoyant à des normes d'ordre social (vote, impôt...), tandis que la seconde intègre la

¹² F, 46, Cadre, B+4/5

¹³ F, 77, Retraitée-Au foyer, Brevet

¹⁴ F, 46, Formatrice insertion sociale, B+2

¹⁵ F, 67, Retraité-Enseignement, Bac

¹⁶ H, 64, Retraité-Enseignement, B+3

participation à des activités en dehors de l'élection (Bolzendahl, Coffé, 2013). Nous retrouvons davantage une combinaison de ces deux visions, qu'une distinction ou une évolution de la première vers la seconde. Par exemple l'importance du vote est souvent affirmée, et notre échantillon ne comporte aucun abstentionniste, mais non exclusive de l'importance du débat contradictoire et de l'implication dans la vie locale. Plus que distribuées distinctement citoyennetés « morale » et « engagée » semblent superposées. La participation vient davantage compléter le devoir citoyen, l'actualiser dans une mise en cohérence par la pratique, plutôt que prétendre le supplanter par une pratique plus exigeante, et ce même si l'offre de participation est un indice de « *political institutions [which] are also adapting to accept and encourage these new forms of citizens access [...] in tune with these changing norms of citizenship* » (Dalton, 2008 : 94). C'est davantage le cadrage organisationnel qui valorise un registre engagé, dans lequel les participants se retrouvent, plutôt qu'une demande préexistante qui se serait écartée d'une vision morale pour revendiquée une vision engagée de la citoyenneté. Il s'exprime pourtant un sentiment d'extension de la citoyenneté à travers cette possibilité de participation qui s'accorde avec un besoin de « se sentir citoyen de sa ville. S'exprimer en dehors des périodes électorales »¹⁷, « de donner pour une fois [son] avis sur les choix politiques (en dehors des élections) ! »¹⁸, de vouloir « se sentir concerné en tant que citoyen »¹⁹, « ne pas être simplement spectateur ou critique, en tant que citoyen réfléchir, comprendre et apporter [sa] petite pierre à l'édifice »²⁰, tandis que « trop de gens râlent et ne saisissent jamais l'occasion de prendre la parole quand on leur la donne. »²¹

Au-delà du thème du civisme, la plupart des motivations exprimées se rattachent à la thématique du local : la ville, le quartier, le voisinage. Ces préoccupations sont transversales dans notre échantillon, mais qualifiées différemment. Les personnes les plus diplômées ont tendance à utiliser des expressions plus actives, « faire bouger ma ville », « participer activement à l'évolution de ma ville » et s'investir dans « l'aménagement de la cité pour le futur [qui est] le rôle majeur du politique local »²². Tandis que les moins diplômés sont davantage dans une posture d'information pour « mieux connaître le fonctionnement de la ville, se faire des relations. »²³ Ils évoquent plus l'échelle du quartier ou du voisinage, tandis que les autres ne les mentionnent jamais exclusivement. Ce faisant les participants expriment aussi indirectement leur propre vision d'un périmètre de compétence. Les différents niveaux de langage font apparaître différentes ressources et raccourcis dans l'expression de leur sentiment de compétence politique (Blondiaux, 2007), depuis la projection dans l'avenir et la montée en généralité jusqu'au langage de la proximité et du quotidien : planification urbaine contre troubles de voisinage ; projets contre problèmes. Un écart existe alors entre ceux qui évoquent un « problème bien concret dans [leur] quartier (nuisances sonores) pour essayer de trouver de vraies solutions »²⁴ et ceux qui resituent cette discussion dans un « environnement (...) largement conditionné par des partenaires extérieurs [comme la] communauté d'agglo. »²⁵ Ce constat n'excluant pas l'acquisition par la fréquentation des dispositifs : « Ce

¹⁷ H, 55, Retraité-Cadre RH, B+4/5

¹⁸ F, 29, Orthophoniste, B+4/5

¹⁹ H, 62, Retraité-Commercial, Ø

²⁰ H, 66, Retraité-Resp. d'agence (transport), B+3

²¹ H, 52, Prof. des écoles, Bac

²² H, 55, Retraité-Cadre RH, B+4/5

²³ H, 50, Pré-Retraite-Artisan, CAP-BEP

²⁴ H, 52, Employé, Ø

²⁵ F, 45, Cadre RH, B+4/5

n'était pas mes motivations de départ, mais je suis contente d'en apprendre plus sur le budget de la commune, les dépenses publiques et de mieux connaître les élus. »²⁶

L'enracinement et l'intégration

Une première composante importante des publics est leur ancienneté de résidence dans la commune. Pour une large part ils sont d'anciens habitants, résidant dans la ville depuis plus de 10 ans pour 63% d'entre eux, dont la moitié depuis plus de 20 ans. Un quart sont arrivés depuis moins de 5 ans et sont marqués par un désir d'intégration lié à cette arrivée récente. Cette variable est importante dans le contexte d'une ville qui connaît une forte évolution démographique de 8000 en 1990 à presque 18 000 en 2013. Les entretiens avec les habitants les plus anciens sont parsemés de références à une ville « dédoublée » entre l'ancien bourg et les nouveaux quartiers marqués par plus de mixité sociale. L'idée que les dispositifs participatifs peuvent jouer un rôle dans l'intégration des nouveaux habitants est directement prise en compte par l'équipe municipale. Les instances de démocratie locale sont un potentiel lieu d'interconnaissance et d'intégration avec un coût d'accès relativement faible, en comparaison de l'engagement dans des associations locales.

« Quand on est arrivé ici moi je connaissais personne. Je mettais ma fille à la garderie, et il y avait un café des parents d'organisé. (...) J'ai fait surtout ça pour rencontrer des gens. Après la directrice m'a parlé du forum de la démocratie locale (...) là j'ai participé pour la première fois. (...) C'est un bon remède à l'isolement social. (...) Moi je suis quelqu'un qui aime travailler, voir du monde. C'est vrai que j'avais une vie plus trépidante avant.»

F, cadre (au foyer), B+4/5, moins de 3 ans

« Sur une commune qui a une grosse expansion démographique, c'est aussi un moyen d'intégrer les gens à la vie d'une commune, c'est... pas une nouvelle forme, mais ça peut prendre des formes nouvelles qui sont plus attirantes que de s'impliquer dans une asso ou les formes classiques de bénévolat. C'est un nouveau moyen en tout cas. »

H, Enseignant, B+3, plus de 20 ans

Ceux intéressés par un engagement à plus long terme, qui se « renseignent sur les associations communales »²⁷ présentent leur participation comme un sas d'entrée et suivent une sorte de parcours d'intégration à partir de la cérémonie d'accueil des nouveaux habitants, durant laquelle ils ont découvert ces possibilités de participation qui impulsent une progression par tâtonnement dans la vie locale.

En tant que nouveaux arrivants il est encore un peu tôt pour avoir créé de véritables liens. Cela viendra certainement avec le temps.

[...] Nous avons découvert l'existence du forum de démocratie participative lors de la matinée d'accueil des nouveaux arrivants organisée par la commune.

[...] Nous n'avons pas encore participé à une instance de démocratie locale. Notre probable future participation concrétisera notre intérêt pour la politique, cela aura certainement pour effet de renforcer notre intérêt pour la politique.

[...] Un engagement associatif nous intéresserait car il nous permettrait de connaître du monde ici.

H, 36, Ingénieur, B+4/5, moins d'un an

Ce profil de l'intégration reste néanmoins minoritaire par rapport au profil de l'enracinement. En un sens cette prégnance des anciens traduirait également un potentiel « capital d'autochtonie » (Retière, 2003), pour des participants qui s'appuient sur leur ancienneté pour expliquer leur engagement. Ils sont aussi relativement les moins dotées en capital culturel ou économique parmi notre échantillon. Les catégories des « plus de 20 ans » ou « ayant toujours vécu à » sont celles parmi lesquelles se retrouvent les plus faibles niveaux de diplôme : jusqu'au baccalauréat, davantage appartiennent au groupe des anciens habitants, ceux-ci deviennent ensuite minoritaires parmi les détenteurs d'un diplôme du premier ou second cycle

²⁶ F, 29, Orthophoniste, B+4/5

²⁷ H, 25, recherche d'emploi, B+2

universitaire. Néanmoins cette hypothèse est à nuancer, cadres et employés-ouvriers se répartissant équitablement entre les moins de dix ans et les plus de dix ans d'ancienneté.

Participation de détour et de continuité

Détours et continuités ne partagent pas uniquement notre échantillon entre nouveaux et anciens, mais renvoient aussi à l'idée de participants de l'extérieur et de l'intérieur. Par cette image, il s'agit ici d'évoquer l'inclusion en cercles concentriques des dispositifs et les réseaux qui entrecroisent les trajectoires de participation à la démocratie locale. Cette même étiquette de « participants à » recouvre des réalités différentes qui renvoient à un ordinaire ou à un extraordinaire de l'engagement citoyen.

La mesure du fait associatif est fortement corrélée à un engagement ordinaire. Être membre d'une association est une des caractéristiques les plus partagées parmi les répondants : 71% affirment leur appartenance à une association parmi lesquels 56% se désignent comme « membre actif » ou « organisateur » plutôt que simple « adhérent » dans au moins une association. Les entretiens mettent à jour des positions multiples dans des activités collectives, dans plusieurs associations, des syndicats, à l'échelle de la ville, du quartier ou du lotissement, beaucoup plus rarement dans des partis politiques. Positions mises en avant pour expliquer leur participation comme part d'un ensemble.

« Aller à ce genre de forum, ça fait partie un peu de notre philosophie, de notre façon de voir les choses. [...] On se connaît un peu, du coup quand il y a quelque chose, on s'adresse à moi...
[...] On avait un stand au forum des associations (...) on rencontre du monde.
[...] J'ai eu l'occasion de rencontrer le maire à plusieurs reprises, dans d'autres circonstances (...) dans les manifs pour les retraites.
[...] Bouche à oreille. (...) Je faisais du co-voiturage avec une collègue (...) qui est élue municipale
[...] Il y a quand même encore un esprit village. Les gens se connaissent.
[...] On fait des choses (...) très vite on connaît du monde. »

H, 52, Prof. des écoles, Bac

« C'est quelque chose que j'ai acquis moi-même, à partir du syndicat je pense. Mes parents étaient des cultivateurs, c'était pas... Ils étaient de droite. Le syndicat m'a fait changer, réfléchir à certaines choses. Là j'ai acquis ça. »

F, 74, Retraitée-Fonction publique, CAP-BEP

« Ça », c'est ce qui pousse cette membre de Cap à Gauche déçue de la relative faible mobilisation pour la démocratie participative à comparer et juger les différences de fréquentation entre forum citoyen et forum des associations, mais aussi pour le second entre matinée et après-midi.

« Le forum des associations c'est un lieu pour rencontrer pas mal de gens je trouve. Il y a plus de monde-là. Tout en sachant aussi que beaucoup de gens viennent pour s'inscrire, le matin c'est le rush pour les associations sportives, après on voit plus personne. (...) C'est pas le même public [qu'au forum citoyen], là on retrouve plus des gens comme nous, des gens peut-être engagés politiquement. Le forum des associations, c'est un peu dommage on vient chercher un service... »

Et finalement, elle fait une différence entre un engagement associatif et politique local de long terme et une participation au forum citoyen, qu'elle pratique sur le mode de ce que nous appelons ici l'ordinaire : de l'ordre du quotidien du fait des sollicitations et de l'implantation dans les réseaux d'interconnaissance, mais aussi en le valorisant moins que d'autres engagements.

« Le forum en 2012, c'était la première fois. Les autres j'avais pas accroché. (...) J'étais dans [un] groupe [de la CCAS], mais le reste non... Le groupe on voit le concret, tandis que quand on va dans le forum, on sait pas trop si ça va aboutir. Et peut-être dans le groupe c'était plus au contact des gens. Je trouvais que le forum... J'avais pas envie d'intégrer en plus encore ça. Je préférais le groupe, pour moi c'était plus concret. [En 2012] je me suis décidé parce que j'en ai parlé avec l'adjointe aux affaires

sociales, c'est une amie, et aussi peut-être entraînée par [une autre amie] qui est très active. On m'a poussé un peu oui, et les thèmes m'intéressaient plus. »

L'offre de participation est pour une part assimilée à la vie associative, pour beaucoup de répondants il y a même une équivalence entre milieu associatif et démocratie locale, comme deux facettes d'une même pièce. Interrogés sur les démarches participatives auxquelles ils ont pris part, les participants les plus investis font l'inventaire de l'ensemble de leurs activités locales : le bénévolat au festival de cinéma, la fête des voisins, le pédibus, l'épicerie sociale, la fête de la musique, les journées du patrimoine, le syndic, les jardins partagés...

Dès lors pour ces participants, les dispositifs participatifs s'intègrent dans un ordinaire de l'engagement. Leur participation aux comités, aux forums n'est pas vécue comme une parenthèse, et le questionnement visant à caractériser cette participation par rapport à d'autres engagements locaux, notamment associatifs, leur apparaît parfois incongru. La spécification de la démocratie participative n'apparaît que chez les enquêtés les plus critiques, qui la perçoivent comme une démocratie de proximité procédurière, une démocratie compulsive rendant confuse la prise de décision. La non-différenciation s'explique aussi parce que la participation ordinaire s'insère dans des réseaux d'interconnaissance dépassant et précédant les dispositifs. C'est en partie un engagement multi-positionné qui permet d'être au bon moment au bon endroit, et dans les bonnes dispositions, pour être sollicité et accepter de participer. C'est davantage le dispositif participatif qui est venu à eux que l'inverse. Ces participants font ce qu'ils faisaient déjà par ailleurs : retrouver d'autres habitants, participer à des groupes d'échanges, porter des projets... activités désormais regroupées sous le terme de « démocratie locale ». La continuité peut aussi être une succession d'intermittences de la citoyenneté (Carrel, Ion, Neveu, 2009). Des participants rapportent des échecs qu'ils ont pu connaître : une association de quartier ou un système d'échange local qui se sont essoufflés. L'offre de participation municipale leur pourvoie alors un cadre pour renouer avec l'engagement, apaisant et confortable en les soulageant de la responsabilité de la mobilisation, de l'animation et de la fidélisation.

Notre questionnement ne résonne réellement que lorsqu'il rencontre des participants dans une trajectoire ascendante d'engagement dans la vie locale, tendanciellement plus jeunes et plus récemment arrivés dans la commune, chez qui l'idée de facilitation de l'engagement est également repérable. Ainsi une trentenaire, arrivée depuis trois ans dans la ville évoque une première tentative dans un groupe de militantisme écologique, depuis abandonnée, qu'elle compare avec l'engagement dans les comités consultatifs sur le développement durable que depuis elle privilégie, car « elle se sent mieux dans ce groupe-là [plutôt que dans] un groupe qui était pas en plus très constitué, qui marchait pas depuis longtemps, donc qui était en train de trouver ces marques, alors que les ateliers [elle s'y est] sentie à l'aise, parce que c'est structuré. Les deux élus font avancer la réunion de façon constructive, on n'est pas juste là à parler dans le vent. (...) Il y [a un] cadrage agréable qui fait que c'est pas seulement celui qui a plus de bagout qui va prendre toute la parole. » Par la suite, elle rejoint d'autres groupes sur les déplacements, participe au forum citoyen et se voit proposer de participer aux ateliers de réflexion pour l'élaboration du programme et d'être sur la liste municipale.

La poursuite de l'engagement dans ces trajectoires cumulatives tient à la rencontre entre des conditions facilitantes offertes par l'offre de participation, et une envie d'engagement préalable motivée à la fois par un désir d'intégration et un intérêt pour un thème. Cette description d'un échange entre offre et demande de participation suppose ainsi des dispositions que l'opportunité de participation vient actualiser. Cette nécessaire disposition est d'autant plus visible lorsqu'en contraste sont interrogées des personnes pour qui la présence à une instance de démocratie participative a constitué un détour très circonstancié, une parenthèse depuis refermée.

« Je ne suis pas une grande bavarde. [...] J'ai pas grand-chose à dire, moi si je l'ai fait c'était surtout la réunion au niveau des jeux, pour les enfants il n'y avait que ça qui m'intéressait dans l'immédiat, après le reste m'intéressait pas, tout ce qu'ils proposaient à la mairie, il n'y avait juste que cela. Le but des jeux, pour les petits que je garde [en tant qu'assistante maternelle]. [...] Je me suis lancé là-dedans, autrement moi je suis pas quelqu'un qui va dans des réunions comme ça. Le sujet me parlait, c'est pour ça que j'y suis allé, autrement non, je suis pas du style à aller là. [...] Le forum, j'y suis pas allé, le tour de table, comme ça, par petits groupes, et puis les sujets abordé, non, je ne me voyais pas, je ne voyais pas ce que je pouvais leur apporter. J'ai laissé la place aux autres. »

F, 50, Assistante maternelle, CAP-BEP

[Je suis allée au forum] car j'étais directement concernée par ce sujet : nouveau quartier, nouveaux résidents : mauvaise acceptation. [Je voulais] rencontrer les gens concernés eux aussi par ce sujet. [...] Honnêtement je n'ai pas trouvé une grande implication de la part des habitants. Les élus n'ont pas su me motiver pour revenir cette année. [Je ne suis] pas certaine que les différents points de vue soient pris en compte. [...] 2012 a été un tournant puisque mes idées ont évoluées. C'est la première fois que je votais à droite.

F, 45, Secrétaire, Bac

Ces participations extraordinaires sont le fait d'habitants n'ayant pas par ailleurs d'engagements similaires, notamment associatifs, et moins intégrés dans les réseaux de sociabilité communaux. De plus le fait qu'ils ne soient pas à un moment propice à l'engagement vient alimenter le caractère ponctuel de leur participation, qu'il y ait trouvé ou non satisfaction.

De manière imagée, ces catégories de l'ordinaire et l'extraordinaire décriraient des gymnastes, certains rompus à l'exercice, d'autres débutants, mais effectuant la même action : sauter. Les uns le faisant sur une série de trampolines sur lesquels ils rebondissent directement passant de l'un à l'autre et les autres le faisant sur un tremplin sur lequel ils devront d'abord remonter après avoir repris leur élan pour resauter.

« Le fait que je suis déjà engagé auprès d'associations de la ville fait que je me sens concerné par les décisions de la municipalité. »

H, 59, Employé, Brevet

« J'étais une citoyenne active ailleurs avant. Je reste attentive et active ici, maintenant. »

F, 46, Pro. intermédiaire, B+2

« J'ai besoin de digérer une déception (atelier parentalité) avant de me réinvestir dans une autre action (comité d'usagers de la médiathèque) »

F, 56 ans, Retraité, B+3

Les différents dispositifs proposés à la population dessinent les étapes d'une carrière citoyenne, qui portent bien potentiellement la marque d'une progression dans l'intensité de l'engagement, et pour certains une montée en généralité depuis les problèmes locaux, les enjeux municipaux jusqu'à une mise en perspective des limites des compétences municipales face à ces enjeux dans le contexte métropolitain. Mais l'image de carrière peut être trompeuse, car elle sous-entend l'idée d'une progression. Une telle dynamique est minoritaire, souvent le détour participatif se renouvelle au même niveau d'engagement ou ne se renouvelle pas. De là vient cette image ironique d'une participante au forum de « fan-club des élus », au sens où il y a un noyau caractérisé par une forte interconnaissance et un engagement qui ne se limite pas aux dispositifs participatifs, pour qui les instances de démocratie locale ne sont qu'une composante d'une participation plus large à la vie municipale.

Mais à la marge des dynamiques de politisation restent à l'œuvre, parmi ceux qui font plus directement le lien entre leur participation et la perspective d'une action politique locale de laquelle ils se sentent potentielle partie prenante au fil du temps. Ainsi certains par ces détours, lorsqu'ils viennent compléter ou supplanter un autre engagement, s'investissent dans une logique de carrière citoyenne (Birck, 2011).

« Je ne suis pas engagée mais l'idée murie (...) participer plus à des réunions publiques, me rapprocher des élus »

F, 47, comptable, B+2

« On peut donner son avis en sachant qu'il va être pris en compte dans les discussions. On se sent utile pour la ville (...) J'ai plus tard envie de prendre des décisions et de m'investir politiquement (...) je suis plus motivée encore pour participer. »

F, 18, étudiante DUT

« Ça donne envie de la politique finalement (...) pour moi c'était réservé à une élite bourgeoise et à des beaux-parleurs. Mais la démocratie participative ça donne l'espoir que tout le monde peut participer. [Pourquoi pas] un engagement dans la prochaine équipe municipale ? Mais pas dans un parti politique national, car là je n'ai pas trop d'espoir qu'on puisse faire quelque chose. »

F, 29, médical, B+4/5

Ces dynamiques de politisation par la participation, ou du moins de liens entre expérience de la participation et rapport au politique contrastent avec un rapport de défiance s'exprimant en dehors de toute participation aux dispositifs.

« Je crois que je ne voterai plus, car la démocratie n'existe pas. (...) Je suis un ouvrier alors je pensais qu'avec la gauche, il y avait un espoir de mieux vivre, mais ce n'est pas le cas. (...) j'habite près d'un centre-commercial qui provoque quelques nuisances de bruits (...) Je suis allé voir le maire. Il constate qu'il y a gêne, mais ne peut rien faire. (...) Solidarité ? Quel beau mot : même mes voisins ont refusé de signer ma pétition ! »

H, 59, ouvrier au chômage, CAP-BEP

De quoi la demande sociale est-elle le nom ?

La pertinence de la catégorie de « demande sociale de participation » est en partie remise en cause par l'analyse des motivations et des parcours s'insérant dans la démocratie locale. Cette logique transactionnelle ne s'explique que chez ceux qui vivent leur participation comme un moyen pour formuler un besoin, exposer un problème, et non comme une fin qui répondrait à une demande de participation. Or, qu'il y ait ou non prise en compte, cette motivation n'appelle guère un engagement qui irait au-delà. Cette figure du consumérisme est au contraire fortement rejetée par ceux qui au premier abord semblent participer pour participer.

Si on fait pas attention, il n'y a pas une demande de participation. Par contre il y a une demande de résoudre les questions avec leur avis. Ce qui revient à peu près au même si on décode... Mais c'est à ça qu'il faut qu'on soit attentif. (...) souvent ça m'amène à retourner la question, à décaler la prise de décision... de façon à faire rentrer les gens dans une démarche plus collective (...) C'est une façon de gérer la diversité des avis ou les contradictions d'avis. Parce que ce qu'on nous reproche très souvent, globalement dans ces démarches là... c'est « oui, vous vous appuyez sur quelques personnes, que vous connaissez... » alors, ça on peut montrer que non (...) Et si nous on a ce souci d'aller chercher les autres et d'aller causer aux autres, je pense que pour une part, on rentre dans ce cycle, que j'estime vertueux, de la construction collective. Dont la participation est un des modes parmi d'autres.²⁸

Ce qui s'observe, ce sont des dispositions acquises confrontées à des opportunités qui constituent des contextes d'actualisation (Mathieu, 2012). Il est notable que les groupes considérés comme des potentiels informateurs pour interroger la demande se situent davantage du côté de l'offre. Lier la qualité de demandeur à la position de participants c'est jeter un voile sur le fait que par cette action et leurs positions ces acteurs sont souvent proches des offreurs à cette échelle communale, en termes de profil sociologiques, de réseaux et de trajectoires. Certes ils apportent leurs propositions, opinions et expertises d'usage, mais aussi tout simplement une présence et un soutien de l'ordre de l'ordinaire. L'hypothèse de demande sociale se confronte ainsi à une certaine inopérabilité de la métaphore. S'il fallait poursuivre à tout prix la métaphore du marché, davantage que des demandeurs face à des offreurs, nous aurions affaire à des détaillants face à des grossistes.

²⁸ Entretien, maire

Les opportunités de participations revalorisent certains types d'échanges et d'engagements qui leur préexistent. En pensant cet échange à travers l'hypothèse d'une demande de participation, l'analyse se concentre sur l'étude de variations dans des trajectoires extraordinaires, qui sous-entendent une demande latente qui serait révélée, mais elle délaisse l'ordinaire qui concerne pourtant la majorité des participants, ou alors elle tend à juger cette disproportion comme un échec d'une participation peu inclusive. L'offre de participation locale, ou plus exactement l'extension des opportunités de participation à la vie locale sous différentes formes tant via des associations que des dispositifs participatifs, fonctionne ainsi davantage comme un système de vases communicants, où l'offre est un cadre où une majorité d'engagements préalables et une minorité d'engagements nouveaux peuvent s'épanouir.

Les participations extraordinaires émergent en réponse à un certain cadrage de l'offre, comme l'illustre le repositionnement du dernier forum ou des comités mobilisant davantage la figure de l'usager que du citoyen. Deux pôles se distinguent ainsi entre un détour participatif et une participation s'inscrivant dans une continuité. La première s'arrime à des motivations liées à l'individu ou à son premier cercle de sociabilité, notamment familial, quand la seconde mobilise davantage les références à un collectif ou une communauté, signe d'une sociabilité acquise notamment dans l'engagement associatif. Ces appropriations différenciées d'une offre de participation traduisent aussi « au nom de quoi » elles se font (Hatzfeld, 2011). Ceux que l'offre de participation mobilise le plus efficacement, sont des offreurs intermédiaires de participation, qui s'inscrivent dans cette offre comme des relais et mettent en avant une idée active de la citoyenneté dont ils retirent des gratifications symboliques. L'offre de participation est perçue comme un bien venant en articulation avec un capital déjà existant : consommer ou s'équiper de ce bien ne fait sens à long terme qu'en disposant de ce capital ou en l'acquérant.

Conclusion

Si le volontarisme politique de l'équipe municipale a pu amplifier la capacité d'écoute de l'institution, cette volonté reste largement tributaire de l'inégale répartition dans l'espace social des dispositions que l'offre de participation se propose d'actualiser. La démocratie participative n'en permet pas moins une diversification des parties prenantes dans les discussions sur l'espace public local. Par ailleurs certains dispositifs, relevant de la « petite démocratie » (Mothé, 2006), réussissent à s'ancrer dans un quotidien et toucher en partie un autre public. Ce partage ponctuel est d'ailleurs assumé par le maire pour qui au moins: « [ces] gens ont peut-être décidé quelque chose dans leur vie et ont l'impression d'avoir partagé.» Ici l'important est peut-être davantage d'avoir pu participer à court terme et directement à une décision, d'avoir pu s'insérer dans un groupe où ils ont le sentiment « [d'avoir] moins de chances de [se] tromper, que dans des choses où on peut parler des impôts, genre de conversations [où ils ne s']'aventureraient pas. »²⁹

Les participants ordinaires prennent au sérieux leur métier de citoyen et mettent en avant leurs engagements antérieurs, qui les amènent à être présents dans dispositifs, tout en relativisant la portée de ces engagements secondaires dans leurs trajectoires. Les participants extraordinaires sont ceux qui ont peu d'engagements durables par ailleurs, du fait d'une arrivée récente, d'une moindre disponibilité ou d'une forme d'autocensure. Ils s'engagent pour une participation précise, délimitée, et peuvent en attendre un gain potentiel, mêlant intérêt, connaissance et reconnaissance, et a contrario sont hésitants à aller au-delà et potentiellement déçus. Les conditions de l'accès à ce détour participatif sont liées à des trajectoires (expériences

²⁹ Entretien, habitante

associatives, syndicales, travail en lien avec le sujet...) et à des moments propices au sein de celles-ci (nouvelle ville, nouveau métier, temps libre). Au-delà les trajectoires de participation qui s'étirent et se renouvellent doivent pouvoir se satisfaire d'autres motivations liées à une vision engagée de la citoyenneté.

Ainsi la réussite d'une offre participative institutionnelle à l'échelle d'une ville s'inscrit dans un contexte : l'enquête met à jour la rencontre entre un état préexistant de la vie associative, une interconnaissance relativement élevée et de nouveaux enjeux liés à l'intégration de populations, l'agrandissement de la ville, qui viennent en partie donner du sens à une offre de participation. Notre réflexion sur les participations ordinaires et extraordinaires s'inscrit dans une classification opérée entre des conceptions internes et externes des « usages inclusifs de la représentation » (Hayat, 2013). Ces réussites partielles n'en rencontrent pas moins des limites déjà connues par ailleurs : légitimité du représentatif dans l'espace public (Gaxie, 2004), absorption de la participation dans la représentation (Blatrix, 2009), faiblesse démocratique de la décentralisation (Paoletti, 2007), inégale répartition des dispositions à investir les questions politiques (Gaxie, 1978 ; Bourdieu, 2000). Ces enjeux structurels rappellent que « la démocratie participative n'a de sens que si elle contribue à enrayer les logiques d'exclusion sociale qui caractérisent aujourd'hui le fonctionnement ordinaire de nos démocraties » (Blondiaux, 2008a : 109). L'étude d'une offre de participation descendante montre que si celle-ci se confronte à ces logiques, les intègre et entend en partie y répondre, elle ne les dépasse que partiellement, sous conditions, en interaction avec un contexte et des dispositions. Le fonctionnement ordinaire s'y retrouve dans une participation qui répond à ce même qualificatif, mais qui ne doit pas totalement occulter les possibilités d'une participation qui sort de l'ordinaire. En observant un cas limite (Hamidi, 2013) de la participation institutionnelle, notre étude en révèle des appropriations différenciées, depuis une participation dans la continuité d'un engagement plus large, qui s'ajoute à une liste ouverte, jusqu'à un détour ponctuel, qui s'insère dans une parenthèse pour un temps refermée. Ces résultats partiels soulèvent dans la perspective de développements ultérieurs la question de leur prise en compte longitudinale et de leur comparabilité avec d'autres cas.

BIBLIOGRAPHIE

- ANQUETIN, FREYERMUTH, 2008, *La figure de l'« habitant »*. Sociologie politique de la demande sociale. Rennes : PUR
- BIRCK, 2011, « Le défaut d'inclusion interne des dispositifs participatifs. Vers l'émergence d'une nouvelle élite citoyenne ? », communication à la seconde journée doctorale sur la participation du public et la démocratie participative, Paris, EHESS, 18 octobre 2011
- BLATRIX, 2009, « La démocratie participative en représentation », *Sociétés contemporaines*, n° 74, p.97-119
- BLONDIAUX, 2007, « Faut-il se débarrasser de la notion de compétence politique ? » Retour critique sur un concept classique de la science politique, *Revue française de science politique*, vol. 57, p.759-774
- BLONDIAUX, 2008a, *Le nouvel esprit de la démocratie*, Paris : Seuil
- BLONDIAUX, 2008b, « Démocratie délibérative vs. démocratie agonistique ? » Le statut du conflit dans les théories et les pratiques de participation contemporaines, *Raisons politiques*, n° 30, p.131-147
- BOLZENDAHL, COFFE, 2013, « Are 'Good' Citizens 'Good' Participants? Testing Citizenship Norms and Political Participation across 25 Nations », *Political Studies*, vol. 61, p.45-65
- BOURDIEU, 2000, *Propos sur le champ politique*, Lyon : PUL
- BOWLER, DONOVAN, KARP, 2007, « Enraged or Engaged? Preferences for Direct Citizen Participation in Affluent Democracies », *Political Research Quarterly*, n°60, p.351-362
- CARREL, 2009, « La citoyenneté plurielle. Appréhender les dispositifs participatifs dans leur environnement », CARREL, NEVEU et ION, *Les intermittences de la démocratie*. Paris : L'Harmattan, p.89-100
- DALTON, 2007, *The Good Citizen: How Young People are Transforming American Politics*, Washington DC: CQ Press
- DALTON, 2008, « Citizenship Norms and the Expansion of Political Participation », *Political Studies*, vol. 56, p.76-98
- GAXIE, 1978, *Le cens caché*, Paris : Seuil
- GAXIE, 2004, « La démocratie participative dans les structures de la démocratie représentative », DAMMAME, *La démocratie en Europe*, Paris : L'Harmattan
- GOURGUES, SAINTY, 2011, « La démocratie participative peut-elle convaincre la population de participer ? Analyse d'une enquête par sondage », communication à la Journée d'études sur les effets de la participation, Paris, EHESS, 21 octobre 2011
- GOURGUES, 2012, « Avant-propos : penser la participation publique comme une politique de l'offre, une hypothèse heuristique », *Quaderni*, n° 79, p.5-12
- GOURGUES, RUI, TOPCU, 2013, « Gouvernementalité et participation », *Participations*, n°6, p.5-33
- HAMIDI, 2013, « De quoi un cas est-il le cas ? Penser les cas limites », *Politix*, n°100, p.85-98
- HATZFELD, 2011, *Les légitimités ordinaires. Au nom de quoi devrions-nous nous taire ?*, Paris : L'Harmattan, Adels
- HAYAT, 2013, « La représentation inclusive », *Raisons politiques*, n°50, p.115-135
- HIBBING, THEISS-MORSE, 2002, *Stealth Democracy*, Cambridge : University Press
- HIBBING, THEISS-MORSE, 2005, « Citizenship and Civic Engagement » *Annual Review of Political Science*, vol.8, p.227-249
- HIRSCHMAN, 1991, *Deux siècles de rhétorique réactionnaire*, Paris : Fayard

- LEFEBVRE, 2004, « Quand légitimité rime avec proximité », *Mouvements*, n° 32, p.135-138
- LEFEBVRE, 2012, « La démocratie participative absorbée par le système politique local », *Métropolitiques*, 29 octobre 2012
- MATHIEU, 2012, *L'espace des mouvements sociaux*, Paris : Ed. du Croquant
- MAZEAUD, 2010, *La fabrique de l'alternance. La démocratie participative dans la recomposition du territoire régional (Poitou-Charentes 2004-2010)*, GAITI (dir.), Thèse de science politique, Université de la Rochelle
- MAZEAUD, TALPIN, 2010, « Participer pour quoi faire ? Esquisse d'une sociologie de l'engagement dans les budgets participatifs », *Sociologie*, vol. 1, p.357-374
- MOTHE, 2006, « La grande démocratie et la petite démocratie », *Esprit*, vol.7, p.35-53
- NEBLO, ESTERLING, KENNEDY, LAZER, SOKHEY, 2010, « Who Want to Deliberate – And Why? », *American Political Science Review*, vol.104, n°3, p.566- 582
- PAOLETTI, 2007, *Décentraliser d'accord, démocratiser d'abord*, Paris : La Découverte
- PREMAT, 2009, « The implementation of participatory democracy in French communes », *French politics*, vol.7, p.1-18
- PUTNAM, 2000, *Bowling Alone – The Collapse and Revival of American Community*, New York : Simon & Schuster
- RETIERE, 2003, « Autour de l'autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social populaire. », *Politix*. vol. 16, n°63, p.121-143
- SINTOMER, TALPIN, 2011, « Équiper ou dépasser la proximité ? Les pratiques participatives régionales à la lumière de l'expérience de Poitou-Charentes », *La démocratie participative au-delà de la proximité. Le Poitou-Charentes et l'échelle régionale*, Rennes : Presses Universitaires de Rennes
- TALPIN, 2011a, *Schools of democracy*, Colchester : ECPR Press
- TALPIN, 2011b, « Retour sur la politisation des individus par la participation. Pour une approche pragmatique des effets de l'engagement participatif sur les acteurs », communication à la Journée d'études sur les effets de la participation, Paris, EHESS, 21 octobre 2011